

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

-----  
**AUTORITE DE REGULATION  
DES MARCHES PUBLICS**  
-----

**CONSEIL DE REGULATION**  
-----

**COMITE DE REGLEMENT  
DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS**



**REPUBLIQUE DE GUINEE**

-----  
Travail – Justice - Solidarité

**DECISION N°005/2018/ARMP/CRDS DU 7 SEPTEMBRE 2018**

**DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS  
STATUANT EN FORMATION LITIGES SUR LA DENONCIATION DE LA  
SOCIETE EQUIPEMENTS ET TECHNIQUES INFORMATIQUES (ETI, SA) A  
L'ENCONTRE DU PROJET DE REDRESSEMENT DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE  
– ELECTRICITE DE GUINEE (PRSE-EDG) RELATIVE A L'APPEL D'OFFRES  
INTERNATIONAL AOI N°001/PRSE-EDG/2017 POUR LA FOURNITURE,  
INSTALLATION, ESSAIS ET MISE EN SERVICE D'UN PROJET INTEGRE  
POUR EDG « EN 3 LOTS »**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS  
STATUANT EN FORMATION LITIGES,**

- Vu** la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012 Fixant les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics et délégations de service public, notamment en ses articles 2, 3, 5 et 11;
- Vu** le Décret D/2012/128/PRG/SGG Portant code des marchés publics et délégations de service public, notamment en ses articles 2, 37 et 38;
- Vu** le Décret D/2014/167/PRG/SGG Portant Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;
- Vu** le Décret D/2014/220/PRG/SGG du 27 octobre 2014 portant nomination des Membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- Vu** le Décret D/2016/156/PRG/SGG du 27 mai 2016, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- Vu** la dénonciation de la Société Equipements et Techniques Informatiques (ETI) en date du 5 juillet 2018 déposée à l'ARMP à la même date ;
- Vu** les pièces du dossier ;



Après avoir entendu Monsieur Sadibou TOURE, rapporteur, en présence de :

- 1- Monsieur Pierre LAMAH, Président du CRDS;**
- 2- Monsieur Mansa Moussa SIDIBE, membre du CRDS ;**
- 3- Monsieur Alpha Abdoulaye DIALLO, membre du CRDS ;**

#### **LES PARTIES :**

- 1- La Société Equipements et Techniques Informatiques (ETI)** représentée par son directeur général, Monsieur Latif TALEB et Madame Camille DESTOOP, conseillère juridique ;
- 2- Le Projet de Redressement du Secteur de l'Electricité -Electricité de Guinée,SA** représenté par Monsieur Abdoul RACHID, chef de projet, Monsieur Amara CAMARA, Directeur des Etudes et des Travaux par intérim et Monsieur Lansana Kassory TOURE, PRM/PRSE
- 3- La Commission de Passation des Marchés** représentée par Monsieur Mamadou Ciré DIALLO, rapporteur ;

Après en avoir examiné conformément à la loi,

Adopte la présente délibération fondée sur la régularité de la saisine, des faits et moyens juridiques exposés par les différentes parties :

Par plainte en date du 5 juillet 2018, la Société Equipements et Techniques Informatiques (ETI,SA) a saisi l'ARMP d'une dénonciation relative à un potentiel conflit d'intérêts et au non-respect des délais des cautions de soumission dans la passation de l'appel d'offres international AOI n°001/PRSE-EDG/2017 pour la fourniture, installation, essais et mise en service d'un progiciel intégré pour EDG « en 3 lots ».

#### **LES FAITS :**

Le Gouvernement de la République de Guinée a obtenu un financement de la Banque Mondiale pour la mise en œuvre du Projet de Redressement du Secteur de l'Energie (PRSE).

Dans ce cadre, l'unité d'exécution du PRSE agissant pour le compte de l'Electricité de Guinée (EDG,SA) est accompagnée par l'entreprise SEURECA qui est le pôle d'ingénierie conseil du groupe VEOLIA, lequel est chargé de la gestion d'EDG.



La société Equipements et Techniques Informatiques (ETI,SA), l'un des soumissionnaires à l'appel d'offres référencé AOI N°001/PRSE-EDG/2017 en 3 lots intitulé « Fourniture, installation essais et mise en service d'un progiciel intégré pour EDG » publié le 3 avril 2017, a soupçonné un potentiel conflit d'intérêts entre la société Tunisienne d'informatique pour l'Ingénierie (ST2I) et le groupe de société de l'entreprise SEURECA qui participe à l'évaluation comme expert aux cotés de la Commission de passation ;

L'ARMP est saisie par une plainte de dénonciation de la Société ETI,SA à l'effet de constater les irrégularités dans la procédure et d'en tirer les conséquences de droit.

### **MOYENS DEVELOPPES PAR LA SOCIETE EQUIPEMENTS ET TECHNIQUES INFORMATIQUES (ETI, SA) A L'APPUI DE LA DENONCIATION**

La société Equipements et Techniques Informatiques (ETI,SA) a fait valoir au soutien de sa requête qu'elle a soumissionné en groupement avec l'entreprise ITEC à l'appel d'offres référencé AOI N°001/PRSE-EDG/2017 en 3 lots intitulé « Fourniture, installation essais et mise en service d'un progiciel intégré pour EDG » publié le 3 avril 2017.

A l'ouverture des plis, elle affirme s'être rendue compte que l'un des soumissionnaires au lot 3 intitulé « Mise en place d'un système d'information de gestion » était la Société Tunisienne d'informatique pour l'Ingénierie (ci-après ST2I) laquelle est filiale du groupe STUDI et s'avère être l'un des principaux partenaires de la Société Méditerranéenne d'Etudes et d'informatique (SOMEI) comme le précise leur site internet, qui est une société du groupe Société Eaux de Marseille, laquelle est une filiale du groupe Veolia ;

Selon elle, le logiciel « Wat.erp » sur lequel porte l'offre de la ST2I appartient au groupe Société Eaux de Marseille qui le conçoit, développe et commercialise, or ce groupe est une filiale de VEOLIA.

Elle dit avoir alerté par courrier du 5 juillet 2017 la Direction Nationale des Marchés Publics sur un potentiel conflit d'intérêts dans le sens où l'entreprise SEURECA, apportant son assistance à l'évaluation technique des offres des soumissionnaires, va évaluer une solution logicielle « Wat.erp » appartenant à son propre groupe VEOLIA ;

N'ayant pas eu satisfaction à sa demande, l'administrateur Général de l'EDG a, dit-elle, par la suite informé les soumissionnaires que ledit appel d'offres a été déclaré infructueux pour deux motifs : certains soumissionnaires n'ont pas répondu aux critères de conformité d'une part, et d'autre part, aucun des soumissionnaires admis à l'examen détaillé n'a satisfait aux critères de post-qualifications.

Poursuivant, elle ajoute que le 22 décembre 2017, le même appel d'offres a été relancé avec les mêmes critères de qualification en termes économique, financier et technique et qu'à l'issue de l'ouverture des plis, le 3 janvier 2018, le président de séance a déclaré que les offres de deux soumissionnaires présentaient des irrégularités, et à ce titre, elles n'étaient pas valables, à savoir :



- La société E-GEE a fourni une copie de la caution requise et non l'original,
- La société ST2I a fourni une garantie de soumission valide au 31 mai 2018, date de validité de l'offre, soit 120 jours alors que le DAO (article 20.3) exigeait que la garantie de soumission devait demeurer valide pendant 28 jours après l'expiration de la période de validité de l'offre, soit au 28 juin 2018 ;

A son grand étonnement, affirme-t-elle, le 29 mai 2018, elle a reçu un courrier du Directeur des Etudes et Travaux de la société EDG et un e-mail du chef de projet PAESE et PRSE-EDG, demandant à l'ensemble des soumissionnaires y compris les deux sociétés E-GEE et ST2I dont les offres n'étaient pas valables à l'ouverture des plis, de proroger la date de validité de la garantie de soumission relative audit DAO pour une durée de 120 jours à compter du 31 mai 2018 ;

Ayant, par courrier en date du 1<sup>er</sup> juin 2018, alerté la Direction Nationale des Marchés Publics (DNMP) sur le fait que les sociétés E-GEE et ST2I ne devaient plus être retenues pour l'analyse des offres, elle affirme n'avoir reçu aucune réponse de la part de la DNMP.

C'est pourquoi, dit-elle, elle sollicite du Comité de Règlement des Différends et des Sanctions de l'ARMP de constater le conflit d'intérêts dans la passation des deux appels d'offres et l'irrecevabilité des sociétés E-GEE et ST2I en application des dispositions combinées de l'article 22 de la loi N°020 du 11 octobre 2012 fixant les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics et délégations de service public, de l'article 60 du code des Marchés Publics et de l'article 20.3 du Dossier d'Appel d'Offres et conformément à la doctrine.

#### **MOTIFS DONNES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE, LA SOCIETE ELECTRICITE DE GUINEE (EDG, SA) :**

La Société Electricité de Guinée (EDG,SA) représentée par Messieurs Abdoul RACHID, Amara CAMARA et Lansana Kassory TOURE, respectivement Chef de Projet PRSE-EDG, Directeur des Etudes et des Travaux par intérim et PRM a exposé qu'en fin 2017 le DAO corrigé allégeant les critères de qualifications et sans changement des spécifications techniques a été envoyé aux mêmes entreprises qui avaient soumissionné lors du précédent appel d'offres.

Lors de l'ouverture des plis, dit-elle, la commission a constaté que le soumissionnaire ST2I a présenté une garantie d'offre valable pour 120 jours au lieu de 148 jours et le soumissionnaire E-GEE a présenté encore la garantie d'offre qu'il avait fournie dans le cadre du premier appel d'offres.

Elle affirme avoir adressé un courrier à l'ensemble des soumissionnaires pour demander la prorogation de la validité des offres et l'évaluation technique des offres a permis une proposition d'attribution provisoire du lot 2 à l'entreprise Softnet ; pour les deux autres lots à savoir le lot 1 et le lot 3, il a été constaté une infructuosité.



Selon elle, elle a envoyé le rapport d'évaluation de la Commission de passation à la Banque Mondiale pour l'avis de non objection (ANO), et celle-ci a émis des recommandations en proposant ce qui suit:

- L'attribution du lot 1 à ETI dont l'offre technique avait été jugé non conforme proposant 10 MB au lieu de 50MB.
- L'avis de non objection pour le lot 2 attribué à l'entreprise SOFNET
- Concernant Le lot 3 composé de trois sous lots indissociables (sous lot 3A, sous lot 3B et sous lot 3C) :
  - L'attribution des sous lots 3A et 3B à ST2I
  - La relance d'un nouvel appel d'offre pour le sous lot 3C

Par ailleurs, ajoute-t-elle, suite aux plaintes de ETI et Catalyst contre ST2I et E-GEE à la DNMP du fait de son courrier adressé à tous les soumissionnaires de proroger les garanties d'offres, son Administrateur Général( EDG) a adressé un courrier à la DNMP pour préciser que le processus d'évaluation n'étant pas achevé, il est possible de demander la prorogation de la validité des offres, ce qui a pour conséquence la prorogation des garanties d'offres.

Dans le même courrier, dit -elle, Il a demandé à la DNMP de bien vouloir convoquer la commission de passation pour reprendre le rapport d'évaluation conformément à l'ANO de la Banque Mondiale pour l'attribution des 3 lots.

### **MOTIFS DONNES PAR LA COMMISSION DE PASSATION**

la Commission de passation de la Direction Nationale des Marchés Publics, par la voix de son rapporteur, Monsieur Mamadou Ciré DIALLO, explique que dans le cadre de la passation de ce marché financé par la Banque Mondiale, un premier appel d'offres lancé en 2017 a été rendu infructueux à cause de la non-conformité des propositions techniques des offres.

Ensuite le DAO a été relancé en 2018, sans modification du cahier des charges, dit-elle, et qu'elle (la Commission de passation) a été appuyée par un expert venu de la France et deux experts guinéens recrutés par EDG pour l'évaluation des propositions techniques.

Qu'à l'issue de l'évaluation, elle n'a attribué provisoirement que le lot 2 à l'Entreprise SOFNET, les lots 1 et 3 ont été rendus infructueux.

Aussi, elle déclare que lorsque le second appel d'offres a été relancé, les sociétés ST2I et E-GEE ont été éliminées par rapport au délai de cautions et à la validité de caution, mais que l'EDG et le Chef de projet les ont autorisées à proroger la date de validité des offres et des cautions alors qu'on ne change pas les critères en pleine procédure.



Elle affirme que la Banque Mondiale lui a fait des propositions d'attribution contraires à son rapport d'évaluation relativement aux lots 1 et 3 alors même qu'aucun des soumissionnaires ne répond techniquement.

S'agissant de la plainte de la société ETI, SA, concernant le conflit d'intérêts, elle (la Commission de passation) dit avoir décidé que, désormais, les cadres techniques indépendants seront, au besoin, choisis pour l'évaluation.

Elle sollicite enfin le respect de la procédure et de son rapport d'évaluation.

## **EN LA FORME**

### **SUR LA RECEVABILITE DU RECOURS :**

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 21 du Décret D/2014/167/PRG/SGG du 22 juillet 2014 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, le CRDS peut recevoir les dénonciations des irrégularités constatées par les parties intéressées, ou celles connues de toute autre personne avant, pendant et après la passation ou l'exécution des marchés publics et délégation de service public.

Qu'il y'a lieu de déclarer que le recours est recevable dès lors qu'il obéit aux conditions de recevabilité.

## **AU FOND**

### **SUR LE CONFLIT D'INTERETS**

Considérant qu'il ressort de l'article 22 du code des marchés publics que les représentants et membres des autorités contractantes, des structures en charge de la passation, du contrôle et de la régulation des marchés publics et délégations de service public et plus généralement, l'ensemble des personnes morales de droit public et de droit privé, intervenant, à quelque titre que ce soit, dans la chaîne de passation des marchés publics **sont soumis aux dispositions législatives et réglementaires prohibant les pratiques frauduleuses et les conflits d'intérêts dans la passation des marchés publics ;**

Considérant qu'en l'espèce, dans le cadre de la passation du marché relatif à la fourniture, installation essais et mise en service d'un progiciel pour EDG objet de l'appel d'offres international N°001/PRSE-EDG/2017 en 3 lots, l'entreprise SEURECA qui se trouve être un pôle d'ingénierie conseil du Groupe VEOLIA lequel assure la gestion de l'EDG, s'est associée à la commission de passation de la Direction nationale des Marchés Publics, en qualité d'expert pour faire l'évaluation des offres ;

Considérant qu'il résulte du débat contradictoire et des pièces du dossier que l'une des sociétés soumissionnaires en l'occurrence la société Tunisienne d'informatique pour l'Ingénierie (ST2I) utilise une solution logicielle de la société SOMEI, laquelle appartient au même groupe que SEURECA et VEOLIA ;



Considérant qu'il n'est pas contesté que SEURECA qui a élaboré le dossier d'appel d'offres pour le Compte de EDG a également participé aux cotés de la Commission de passation de la DNMP à l'ouverture des plis et à l'évaluation des offres déposées par les soumissionnaires y compris la société ST2I qui est un partenaire de son groupe;

Considérant que selon la doctrine, il y a trois critères objectifs comme condition de la qualification du conflit d'intérêts :

- Un intérêt direct ou indirect, privé ou public,
- L'identification d'une interférence entre cet intérêt et l'exercice de la fonction ;
- L'influence de cette interférence, ou le fait qu'elle paraisse influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de la fonction ;

Qu'à la lumière des critères soulignés ci-dessus, il apparaît que SEURECA, entreprise de VEOLIA possède un intérêt direct dans le choix du soumissionnaire ST2I qui distribue le logiciel développé et édité par la société des Eaux de Marseille qui est une entité du groupe auquel elle appartient ; que l'interférence est caractérisée par la participation de SEURECA à l'analyse des offres ;

Que ces éléments affectent sans aucun nul doute l'impartialité, l'indépendance et l'objectivité de SEURECA dans sa participation aux travaux d'évaluation des offres ;

Que cet état de fait est conforté par l'influence que SEURECA/VEOLIA ont exercé sur EDG au point que celle-ci a autorisé l'ensemble des soumissionnaires de proroger le délai de validité de leurs offres et caution alors même que la société E-GEE et la ST2I étaient déjà éliminées pour défaut de conformité de caution et de délai de caution au DAO ; ce qui a permis le maintien injustifié de ces sociétés dans la concurrence jusqu'à l'évaluation technique, malgré leur élimination ;

Considérant que s'il est légalement admis que la Commission de passation de la DNMP peut faire appel à des experts pour l'assister dans l'évaluation des marchés revêtant une certaine technicité, il s'agit bien d'experts indépendants et non d'experts partisans comme c'est le cas dans la présente cause ;

Que la passation des marchés publics étant gouvernée, entre autres, par le principe d'égalité de traitement des candidats (article 2 de la loi 020 du 11 octobre 2012), SEURECA ayant des intérêts indirects avec le soumissionnaire ST2I ne devrait pas être parmi ceux qui ont évalué les offres ;

Que dès lors, le conflit d'intérêts dénoncé est caractérisé vis-à-vis de SEURECA;

Mais, considérant qu'au nom du principe d'économie et d'efficacité du processus d'acquisition, il ne nous paraît pas judicieux d'annuler la procédure d'évaluation pour les raisons sus-évoquées, ce qui entraînerait une perte considérable de temps et d'argent pour l'Etat ;

Qu'il convient plutôt de faire droit, en raison de l'intérêt public, au rapport d'évaluation de la commission de passation en ce qu'elle a attribué le lot 2 du marché à l'entreprise



SOFTNET laquelle n'a fait l'objet d'aucune contestation de qui que ce soit et dont l'offre a été évaluée conforme aux spécifications techniques contenues dans le DAO;

Que s'agissant des lot1 et lot3 qui n'ont pas été attribués par la commission de passation à cause de la non-conformité des offres des soumissionnaires aux spécifications techniques exigées dans le DAO (dossier d'appel d'offres), il y a lieu d'ordonner la relance d'un nouvel appel d'offres et d'inviter la Direction Nationale des Marchés publics à se faire assister par des experts informaticiens neutres et indépendants dans le cadre de la prochaine procédure de passation de marché relative à l'acquisition de logiciel pour EDG ;

### **SUR LES OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA BANQUE MONDIALE RELATIVES A L'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE:**

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 9 du code des marchés publics, la Direction Nationale des Marchés Publics (DNMP) est la structure chargée de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés et délégations de service public. A ce titre, elle a la responsabilité exclusive de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire du marché ;

Considérant qu'en l'espèce, la commission de passation de la DNMP, à l'issue de l'évaluation des offres qu'elle a faite, elle a attribué à titre provisoire, comme en fait foi le rapport d'évaluation, le lot 2 du marché à l'entreprise SOFTNET et déclaré non conformes toutes les offres relatives au lot 1 et au lot 3, ce dernier lot contient trois sous-lots ;

Considérant que c'est relativement à ce rapport d'évaluation de la Commission de passation que la Banque Mondiale, par l'entremise de son Chargé de Projet, a, par courrier en date du 29 mai 2018, recommandé à la commission de passation ce qui suit :

- ✓ Poursuivre la procédure avec l'entreprise ETI pour le lot 1
- ✓ Déclarer conformes les offres de e-GEE et ST2i pour le sous lot 3A
- ✓ Poursuivre la procédure avec les offres de ST2i pour les sous lots 3A et 3B.

Considérant qu'il y a lieu de préciser que l'attribution provisoire du marché relève de la compétence exclusive de la DNMP ainsi que le prévoit l'article susvisé, les observations et recommandations de la Banque Mondiale relatives à une attribution provisoire contraire à celle décidée par la Commission de passation, ne sauraient prospérer, d'où leur rejet.



## **DECIDE :**

Déclare recevable la dénonciation de la Société ETI, SA

### **AU FOND**

Constate un lien de partenariat entre la société Tunisienne d'Informatique pour l'Ingénierie (ST2I), un des soumissionnaires au présent appel d'offres et le Groupe de société auquel appartient l'entreprise SEURECA, filiale de VEOLIA, ayant participé aux travaux d'évaluation des offres ;

Constate l'absence de neutralité de SEURECA dans le déroulement de la procédure ;

Dit qu'il y a conflit d'intérêts dans la passation de l'appel d'offres référencé AOI N°001/PRSE-EDG/2017 en 3 lots intitulé « Fourniture, installation essais et mise en service d'un progiciel intégré pour EDG »;

Constate que le marché en cause revêt un intérêt public en raison du service que la société Electricité de Guinée, SA rend aux populations ;

En conséquence, valide l'attribution provisoire du lot 2 à l'Entreprise SOFTNET telle que décidée par la Commission de passation et ordonne la poursuite de la procédure en ce qui concerne l'Entreprise SOFTNET ;

Ordonne à la société Electricité de Guinée, SA la relance d'un nouvel appel d'offres ouvert relatif au lot 1 et au lot 3 du marché,

Invite la Direction Nationale des Marchés Publics à se faire assister par des experts informaticiens indépendants pour la passation des deux lots sus-désignés ;

Rappelle que la Direction Nationale des marchés publics est le seul organe ayant compétence exclusive en matière d'attribution provisoire du marché ;

Rejette les observations et recommandations d'attribution provisoire proposées par la Banque Mondiale en ce qui concerne les lots 1 et 3 ;



Dit que le Directeur Général de l'ARMP est chargé de notifier aux parties avec ampliation à la Présidence de la République, au Premier Ministre et au Ministre chargé de l'Economie et des Finances la présente décision, qui sera publiée sur le portail des marchés publics et insérée dans le bulletin officiel des marchés publics à la prochaine parution.

**ET ONT SIGNE**

**LES MEMBRES DU CRDS**

**Mansa Moussa SIDIBE**

**Dr Alpha Abdoulaye DIALLO**

*P.O.  
Dr Alpha Abdoulaye  
Diallo*



**LE PRESIDENT**



**Pierre LAMAH**

